

**Accord collectif national**

**CRÉDIT AGRICOLE  
(TEMPS DE TRAVAIL)  
(13 janvier 2000)**

(Etendu par arrêté du 7 mars 2000,  
*Journal officiel* du 12 mars 2000)

**AVENANT N° 2 DU 9 NOVEMBRE 2005 (1)**

**NOR : AGRS0597207M**

Entre :

La fédération nationale du Crédit agricole,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Le syndicat national de l'entreprise Crédit agricole (SNECA) CGC ;

L'union nationale des syndicats autonomes - Crédit agricole et ses filiales (UNSA-CA) ;

Le syndicat national indépendant des agents du Crédit agricole mutuel (SNIACAM),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Vu l'avenant du 15 octobre 2002 ayant reconduit et modifié l'annexe II à la convention collective du Crédit agricole, intitulée « Durée et organisation du temps de travail », créée par l'accord sur le temps de travail, en date du 13 janvier 2000, les parties conviennent d'adopter les dispositions qui suivent.

I. – L'annexe II à la convention collective nationale du Crédit agricole :

L'annexe II à la convention collective nationale du Crédit agricole intitulée « Durée et organisation du temps de travail » est reconduite pour 3 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 31 décembre 2008, dans la rédaction issue de l'avenant du 15 octobre 2002 précité.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## II. – L'annexe II ainsi reconduite est modifiée comme suit :

### 1. Compte épargne-temps

Dans le chapitre II « l'organisation du temps de travail », les dispositions du paragraphe 8 « Le compte épargne-temps » (B, page 35 de l'accord) sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Afin de répondre aux aspirations individuelles de salariés dans le cadre des possibilités de l'entreprise en termes de continuité du service, les parties signataires conviennent de la mise en place d'un compte épargne-temps dans chaque caisse régionale.

L'alimentation du compte épargne-temps est possible :

- à la demande du salarié, exprimée lors de la concertation sur la planification des congés et précisant les modalités et niveaux d'alimentation et d'utilisation envisagés. La demande pourra également être formulée en cours d'année, si possible avant la fin du 3<sup>e</sup> trimestre ;
- après accord préalable et individuel donné par la caisse régionale, notamment au regard du contenu de la demande, des périodes de présence du salarié et de celles des autres membres de l'unité ou équipe concernée.

L'alimentation est possible en jours de congé (5<sup>e</sup> semaine de congés payés ou jours de repos).

Sauf dispositions plus favorables prévues par la caisse régionale, le total des jours placés dans le compte épargne-temps ne pourra excéder 10 jours, les jours épargnés pouvant être utilisés :

- en prime, sauf pour les congés payés, dans la limite de 5 jours par an ;
- en jours de repos ;
- pour financer une période de formation en dehors du temps de travail.

Le placement de jours de congés dans le compte épargne-temps n'a pas d'impact sur l'acquisition de jours de repos ou le calcul d'éventuelles heures supplémentaires.

La prise de jours de repos à partir du compte épargne-temps s'effectue, comme pour les autres jours de congés, dans le cadre de la planification annuelle. Pendant la prise du congé, la rémunération est maintenue.

En cas de rupture du contrat de travail avant utilisation de ces jours de congés, le salarié perçoit une indemnité compensatrice d'un montant correspondant aux droits acquis dans le cadre du compte épargne-temps à la date de la rupture. »

### 2. Incidences de la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

Les durées annuelles de travail, en heures ou en jours, définies dans l'annexe II, sont majorées respectivement de 7 heures ou de 1 jour ainsi que le prévoit la loi du 30 juin 2004.

Cette majoration est une conséquence de l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la journée de solidarité instaurée par cette loi, à laquelle elle est donc subordonnée.

En cas de modification de ces dispositions, les parties se réuniront pour examiner l'impact du nouveau cadre législatif.

III. – Modalités d'application de l'accord :

Les accords conclus dans les caisses régionales ne pourront déroger aux dispositions du présent accord, sauf dans un sens plus favorable.

Fait à Paris, le 9 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)